

## **12e FSS Security Talk "Un tournant pour la politique de défense (suisse) ?!"**

### **Rapport de synthèse | 12e FSS Security Talk, 7 novembre 2022, Schweizerhof, Berne**

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine n'a pas seulement surpris l'Occident, elle lui a fait comprendre d'un seul coup que la guerre était de retour en Europe. Outre les graves conséquences économiques pour l'Europe et le monde entier, la guerre en Ukraine révèle également les grandes lacunes de la capacité de défense de l'Europe et de la Suisse. Quelles sont donc les conséquences de l'invasion russe en Ukraine sur la politique européenne de sécurité et de défense ? Que signifie-t-elle pour l'OTAN et que signifie-t-elle pour les pays européens non-membres de l'OTAN comme la Suisse neutre ?

Ces questions et d'autres ont été discutées lors du 12e FSS Security Talk à Berne par des experts de renom, tels que Jörg Vollmer, général lib, Bundeswehr, Mme Claude-France Arnould, conseiller à l'IFRI, ancien ambassadeur et directeur de l'Agence européenne de défense, le commandant de corps Thomas Süssli, chef de l'Armée suisse, conseiller aux États Werner Salzmann (président de la CSI-E), Hans-Peter Kellerhals (divisionnaire lib, Rédacteur en chef adjoint, ASMZ) ainsi que Prof. Dr. Holger (Mey Vice President Advanced Systems, Airbus Defence and Space). Les exposés et la discussion animée qui s'en est suivie ont montré que la capacité de défense de l'Europe et de la Suisse est actuellement en mauvais état et qu'il faudra des années pour la rétablir à un niveau satisfaisant.

**"Les pays européens membres de l'OTAN doivent à nouveau disposer de forces armées opérationnelles, chose qu'ils ont négligée ces 20 dernières années".**

C'est le général lib Jörg Vollmer qui a introduit la série d'exposés. Ancien commandant du NATO Allied Joint Force Command Brunssum aux Pays-Bas et ancien inspecteur de l'armée de terre de la Bundeswehr allemande, il est l'un des meilleurs connaisseurs des défis actuels pour l'Allemagne et les pays européens membres de l'OTAN.

En guise d'introduction, le général lib Vollmer a fait remarquer qu'il avait été témoin de trois changements de paradigme en 44 ans de service : le premier changement de paradigme a été la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989, qui s'est déroulée dans le contexte d'une OTAN pleinement opérationnelle de 16 États membres. Il a été suivi par la réunification allemande en 1990, la dissolution de l'Union soviétique en 1991 et une augmentation des interventions des pays de l'OTAN à l'étranger, à commencer par l'ex-Yougoslavie.

Le deuxième changement de paradigme a eu lieu après les attentats du 11 septembre 2001, avec le début de la "War on Terror". Pendant vingt ans, l'accent a été mis sur les missions hors zone des forces de l'OTAN, notamment en Afghanistan, et non plus sur la défense de l'Alliance. Les forces armées ont été réduites dans tous les États européens et on a parlé de dividendes de la paix dont on pouvait désormais profiter. Lors du sommet de l'OTAN à Prague en 2002, la nouvelle doctrine des interventions "out of area" avec de moins en moins de troupes sur le territoire national a été approuvée. Cette décision s'est accompagnée de la dissolution des deux quartiers généraux européens de l'OTAN à Naples (Italie) et Brunssum (Pays-Bas) et de leur changement de nom. Conséquence : les forces armées des pays européens membres de l'OTAN n'ont plus qu'une capacité opérationnelle limitée pour défendre leur propre pays et leurs alliés en Europe.

Les Etats d'Europe de l'Est, dont la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie et la Pologne, qui ont déploré cette nouvelle politique et souligné ses dangers, n'ont pas été écoutés, a déploré le général lib Vollmer. Lors des sommets de l'OTAN de 2014 au Pays de Galles et de 2016 à Varsovie, il a tout de même été décidé que certains pays de l'OTAN, dont les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et l'Allemagne, assumeraient une certaine responsabilité de l'alliance pour la défense des États baltes et de la Pologne, par exemple l'Allemagne pour la Lituanie. Pour le général lib Vollmer, il était remarquable que le Canada s'engage à nouveau, après une longue période, pour les intérêts de l'OTAN en Europe.



Le dernier "changement d'époque" a finalement eu lieu le 24 février 2022 avec l'invasion russe de l'Ukraine. Selon le général lib Vollmer, l'OTAN a alors pris conscience que les missions "out of area" ne sont plus la priorité et qu'il fallait mettre un terme à la situation dans laquelle les forces armées des différents pays européens de l'OTAN et de l'Alliance dans son ensemble ne pouvaient être engagées que de manière limitée. Lors du sommet de l'OTAN à Madrid en juin 2022, des décisions de grande portée ont été prises à ce sujet et doivent maintenant être mises en œuvre, a expliqué le général lib Vollmer : premièrement, il y aura à nouveau trois quartiers généraux régionaux de l'OTAN, chacun avec des responsabilités régionales claires : à Naples ("South"), Brunssum ("Northeast") et à Norfolk dans l'État américain de Virginie. Les différents pays de l'OTAN devraient en outre fournir des contingents de troupes bien définis pour la défense de leur pays et de l'Alliance, et ce de manière obligatoire, et non plus seulement sur une base volontaire, comme c'était le cas pour les missions "out of area". Le "New Force Model" adopté à Madrid prévoit donc de mettre à disposition en Europe, dans un délai de 10, 30 ou 180 jours, une force de l'OTAN entièrement opérationnelle, qui passerait de 40'000 (dans un délai de 10 jours) à 300'000 militaires (échelonné en 10, 30 et 180 jours) issus des différents pays de l'OTAN. Chaque mètre carré du sol de l'OTAN devrait être défendu en commun par tous les pays de l'OTAN, a souligné le général lib Vollmer : "Aucun adversaire ne devrait pouvoir envahir un pays de l'OTAN sans se heurter à une opposition résolue".

L'Allemagne a déjà fait savoir à ses partenaires de l'OTAN à Madrid qu'elle fournirait les forces armées qui lui reviennent dans ce nouveau modèle, a poursuivi le général lib Vollmer. Les autres pays européens de l'OTAN doivent maintenant suivre. Ils ont eux aussi besoin de forces armées pleinement opérationnelles pour défendre leur territoire et celui de leurs alliés, a souligné le général lib Vollmer. Il a rappelé que le Bundestag allemand avait voté un fonds spécial de 100 milliards d'euros pour moderniser la Bundeswehr, ainsi que l'augmentation de la part annuelle des dépenses de défense à 2% du produit intérieur brut. Mais il faut aussi accorder une attention particulière à la protection des infrastructures critiques. Il y a déjà eu des actes de sabotage à la Deutsche Bahn et des attaques dans le cyberspace. Il faut également accorder une grande attention à la protection des infrastructures portuaires, qui sont de plus en plus souvent entre les mains de l'étranger, y compris de la Chine. Celles-ci seraient nécessaires si l'on voulait, en cas de guerre, transférer rapidement des troupes par voie maritime à l'endroit où une attaque menace ou est déjà en cours. Le général lib Vollmer a exigé que tous les États membres européens fassent plus dans le cadre de l'OTAN pour se protéger eux-mêmes et protéger leurs alliés. Le soutien des Américains est indispensable, mais il faut un "burden sharing", a-t-il précisé. Enfin, chaque pays devrait avoir à cœur de protéger sa propre patrie.

Poutine n'a pas encore atteint ses objectifs en Ukraine, a conclu le général lib Vollmer. Au contraire, l'Europe et l'OTAN ont fait face à la guerre dans une grande unité. L'une des conséquences de la guerre est que la Suède et la Finlande vont désormais rejoindre l'OTAN, deux pays dotés de forces armées modernes. La mer Baltique deviendrait ainsi la "Mare nostrum" de l'OTAN

Conclusion : les pays européens membres de l'OTAN doivent à l'avenir disposer à nouveau de forces armées pleinement opérationnelles, même dans les plus brefs délais, pour leur propre protection et celle de leurs alliés. Mais cela demandera encore beaucoup de temps, d'argent et d'engagement de la part de tous car vingt ans de réduction des troupes, des dépenses de défense et de la préparation au combat ne peuvent pas être inversés du jour au lendemain. Les bonnes décisions ont été prises lors du sommet de l'OTAN à Madrid en juin 2022, il faut maintenant passer aux actes.

### **"Les efforts de défense aux niveaux national, européen et de l'OTAN sont pleinement complémentaires"**

Madame Claude-France Arnould, conseiller à l'IFRI, ancien directeur de l'Agence européenne de défense, a été la deuxième intervenante. Elle s'est exprimée en français et a précisé dans son intervention qu'elle défendrait dans ses propos un point de vue personnel et non une position officielle française. .

Mme Arnould a tout d'abord rappelé que l'adhésion à la défense était traditionnellement forte en France, tant dans l'opinion publique que dans le monde politique. Cette attitude positive envers la défense s'est renforcée partout en Europe depuis le début de la guerre en Ukraine le 24 février 2022, a-t-elle souligné. L'oratrice a ensuite fait un retour en arrière : les deux guerres mondiales du 20e siècle ont appris à la France qu'en matière de défense, il était important d'être soi-même fort, d'avoir une planification cohérente avec ses alliances et de voler de ses propres ailes. C'est pourquoi la France a mis en place sa propre force nucléaire, la "force de frappe", sous la présidence de Charles de Gaulle, et l'a conservée, au centre de sa politique de défense, jusqu'à aujourd'hui. C'est pour cette même raison qu'il était si important pour la France de disposer d'une autonomie d'action, indépendante, même en tant que membre de l'OTAN. La France s'y attache à être un allié fiable. Mais on doit prévoir les cas où l'Alliance atlantique n'interviendra pas qu'il s'agisse des théâtres en Afrique, en lien notamment avec la lutte antiterroriste ou des intérêts liés à nos territoires dans le Pacifique, en Asie et en Amérique, ainsi que la protection de nos concitoyens dans des crises aiguës où les moyens militaires

sont requis Ou encore des cas où un consensus ne serait pas obtenu à l'OTAN pour déclencher l'article 5. Dans ces situations, il faut être capable d'agir dans un cadre européen, en coalition, ou seul si nécessaire.

Mme Arnould a souligné que la société civile française soutenait l'engagement de la France dans les questions de défense à titre national et au sein de l'Union européenne en même temps que de l'OTAN. Il s'agit pour les pays européens d'augmenter leur capacité et leur liberté d'agir, dans le cadre d'une politique de défense européenne, qu'il s'agisse d'opérations, d'armement ou de culture stratégique. Elle s'est malheureusement heurtée par le passé à des réserves, au motif notamment qu'elle entraînerait un affaiblissement de l'OTAN. Ce fut notamment la position du Royaume Uni, alors qu'au Pentagone, à l'inverse, elle a rencontré une réelle volonté de soutenir les efforts européens, en particulier quand elle était à l'Agence Européenne de défense, par exemple sur le dossier du ravitaillement en vol. Il existe toujours des réticences en ce qui concerne la coopération européenne en matière de défense, a expliqué Mme Arnould, en particulier sur les programmes d'armement : réflexes de protection bureaucratique, habitudes d'achats sur étagère et force de conviction américaine et surtout intérêts industriels divergents à court terme. Il y a néanmoins eu des réalisations et surtout des avancées décisives, accélérées par la guerre d'Ukraine, qu'il s'agisse de livraisons d'armes à l'Ukraine (2,5 MDs€) ou de financement communautaire de programmes d'armement et d'acquisition en commun.



*©Daniel Saxer (iOf App, Defence & Security News)*

Claude-France Arnould a ensuite expliqué qu'à son avis la coopération entre l'OTAN et l'UE est évidemment nécessaire : il s'agit moins de négocier des déclarations de portée politique – elles sont nombreuses mais laborieuses du fait des réserves turques- que de mettre en œuvre concrètement la coopération, sur les théâtres d'opérations et sur les capacités. On peut compter à cet égard, selon son expérience, sur les Commandements de l'OTAN, SHAPE (Supreme Headquarters Allied Powers Europe) et SACT (Supreme Allied Command Transformation). C'était SHAPE qui a réglé l'UE le problème, initialement non résolu politiquement, de la sécurité des véhicules et des équipes de la force de police

européenne déployée en Afghanistan. De même, la coopération entre SACT et l'AED était régulière et fructueuse. En écho à ce qu'a dit le général Vollmer concernant la nouvelle force de réaction, elle a noté que la décision prise au sommet de l'OTAN à Madrid implique en effet un effort considérable et soutenu de mise en œuvre.

Enfin, Mme Arnould a évoqué la coopération franco-allemande. Celle-ci n'est pas au mieux en ce moment, comme l'actualité l'a récemment montré. Le discours du chancelier Scholz à Prague a provoqué une certaine préoccupation en France et dans d'autres pays du sud de l'UE, car il donnait l'impression de ne s'adresser qu'aux voisins du Nord et de l'Est de l'Allemagne. S'y ajoutent les désaccords sur le dossier, essentiel, de l'énergie et, de manière plus diffuse, l'absence de concertation, de part et d'autre, sur des questions essentielles, comme celle de nos relations avec la Chine. Que l'Allemagne, largement sous le choc de la guerre en Ukraine, veuille désormais prendre pleinement sa part dans l'effort de défense est une très bonne chose et les annonces d'investissement, qu'il s'agisse du « Sonderpaket de 100 milliards d'€ » ou de la volonté de porter le budget de la défense à 2% du PIB sont de nature à doter l'Europe globalement d'une très puissante capacité de défense. Mais ce qui pourrait inquiéter en France et ailleurs, ce sont les modalités de ce renforcement des capacités de l'Allemagne à devenir la plus grande puissance militaire conventionnelle d'Europe. La question est de savoir s'il s'agira d'un "Alleingang", c'est-à-dire d'un achat massif d'armement hors d'Europe, ou si la coopération européenne sera renforcée, ce qui permettrait de développer une industrie de défense européenne forte et les technologies - largement duales - de demain.

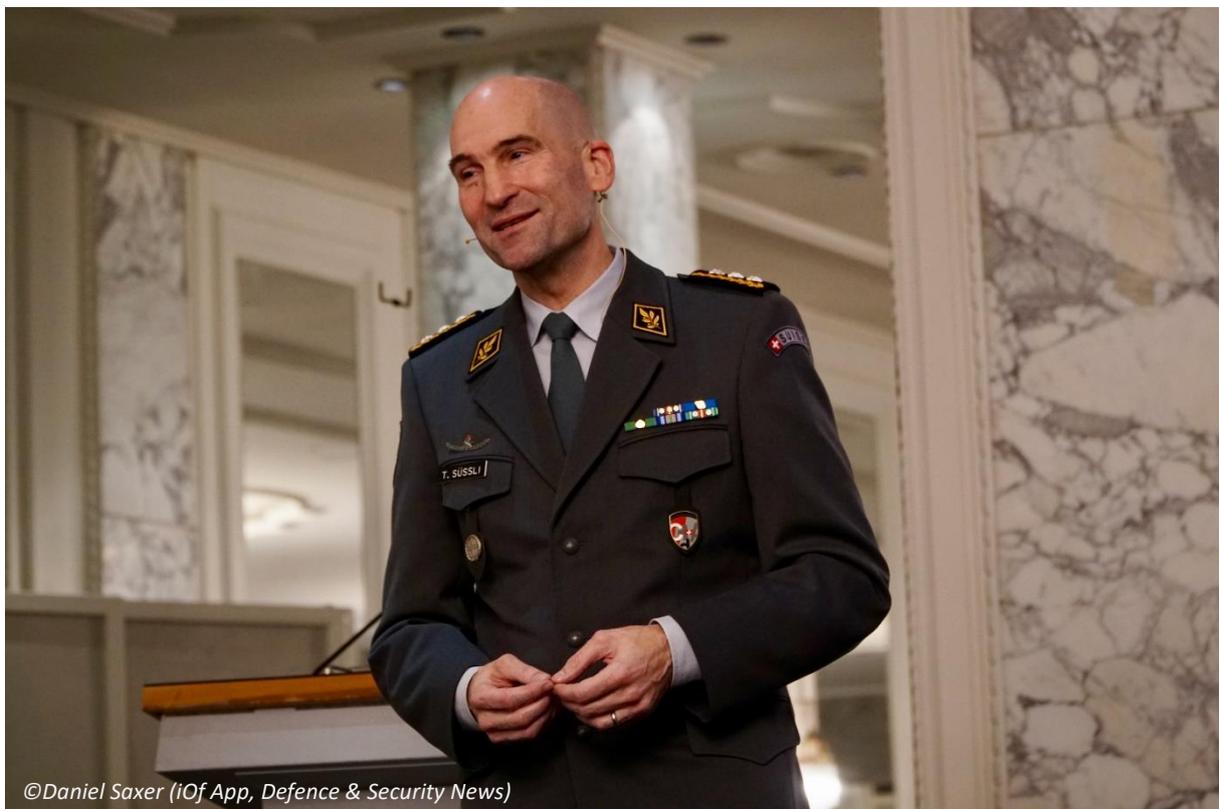
### **"La montée en puissance a déjà commencé !"**

Le troisième orateur était le commandant de corps Thomas Süssli, chef de l'Armée suisse. Avant d'aborder en détail la politique de défense actuelle de la Suisse, le cdt C Süssli a fait référence à la notion de "changement d'époque". Du point de vue du chef de l'armée, nous vivons dans un "monde 4.0" depuis le début de la guerre en Ukraine : Le "monde 1.0" était le monde des puissances coloniales et a pris fin avec la Seconde Guerre mondiale. Il a été suivi par le "monde 2.0", l'époque de la guerre froide et du conflit entre le système communiste et le système occidental. Après la chute du mur de Berlin est venu le "monde 3.0", une période de paix en Europe, où l'on pensait que le système libéral occidental couvrirait le globe entier. Avec l'attaque de la Russie contre l'Ukraine, un "monde 4.0" a toutefois commencé, selon le chef de l'armée. Celui-ci se caractérise à nouveau par le conflit entre deux blocs et deux systèmes de valeurs : le bloc des pays qui rejettent l'ordre sécuritaire occidental basé sur des règles contre le bloc des pays qui incarnent cet ordre. Lors du récent sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai en Ouzbékistan, auquel ont participé, outre la Chine et la Russie, le Pakistan et l'Inde ainsi que les pays d'Asie centrale, un message clair a été transmis à ce sujet : "On n'accepte pas l'ordre basé sur des règles de l'Occident et les États autocratiques cherchent également une place dans le monde".

Le cdt C Süssli a ensuite abordé la question de savoir ce que tout cela signifie pour l'armée suisse : d'une part, l'armée suisse est confrontée à un nouveau type de conduite de conflit hybride. Le terme "hybride" ne comprend pas seulement les opérations non militaires dans le cyberspace et l'espace d'information, a expliqué le chef de l'armée : les conflits hybrides commencent de manière diffuse et asymétrique par des mesures politiques, économiques et terroristes et vont jusqu'au conflit armé. La menace émanant de tels conflits armés est comprise par l'Armée suisse comme un potentiel militaire multiplié par l'intention de l'adversaire, a expliqué le cdt C Süssli. L'armée peut très bien observer le

potentiel militaire, mais l'intention peut changer très rapidement. L'armée doit donc s'orienter sur le potentiel militaire.

Le chef de l'armée a ensuite expliqué que dans le rapport sur le renouvellement des troupes au sol, l'armée avait esquissé quatre caractéristiques des conflits dans les années 2030 : Premièrement, l'adversaire essaiera le plus longtemps possible d'agir à distance et de rester invisible ou du moins contestable grâce à des opérations dans le cyberspace et l'espace d'information. Deuxièmement, l'adversaire ne luttera pas en premier lieu contre les forces de la Suisse, l'armée, mais contre ses faiblesses : l'infrastructure critique, mais aussi sa société ouverte et démocratique. Troisièmement, un adversaire agira simultanément dans tous les champs d'opération : dans l'espace, dans le cyberspace, dans l'espace d'information et dans l'espace aérien, les conflits se déroulant finalement au sol si nécessaire. Et quatrièmement, si les conflits se déroulent au sol, ils auront lieu dans l'espace urbain construit.



©Daniel Saxer (iOf App, Defence & Security News)

Sur la base de cette situation de menace, le cdt C Süssli a ensuite expliqué comment l'armée devait être développée. Il a rappelé que l'armée d'aujourd'hui est toujours le produit d'Armée 21, qui devait la réduire à un simple maintien des compétences. L'armée a ainsi été réduite de 400'000 à 200'000 militaires (plus 80'000 dans la réserve). Le chef de l'armée a constaté que l'armée de milice suisse avait réussi à conserver le "savoir-faire". Mais le "pouvoir faire" fait aujourd'hui défaut. La faible capacité à durer de l'armée, qu'il a déjà évoquée à plusieurs reprises, a quatre raisons, a expliqué le cdt C Süssli : La première est Armée 21 et les mesures d'économie qui y sont liées, au cours desquelles le budget de l'armée a été réduit à plusieurs reprises. La deuxième raison réside dans la logistique orientée vers l'économie d'entreprise qui a accompagné le message Armée 21. Le matériel de l'armée est aujourd'hui stocké de manière centralisée dans cinq centres de stockage. Parallèlement, l'armée suisse a désappris la logistique de guerre, c'est-à-dire la manière dont le matériel est acheminé des centres de ravitaillement vers les troupes combattantes. La troisième raison est le stockage : on n'a aujourd'hui que des munitions pour l'instruction et un peu plus. Enfin, la quatrième raison serait liée aux forces

aériennes : avec 40 avions de combat, l'armée ne disposerait que d'une capacité d'endurance d'un mois en cas de tensions accrues et d'une "capacité initiale suffisante" en cas de conflit armé.

Le message est donc clair du point de vue du chef de l'armée : il s'agit de reconstruire la capacité de défense de l'armée suisse au fil du temps. Dans le message sur Armée 21, il était dit que si la situation sécuritaire en Europe changeait, il faudrait dix ans de montée en puissance. Mais la montée en puissance ne commence qu'aujourd'hui et prendra donc du temps, a admis le cdt C Süssli. A court terme, l'armée a lancé le programme AURORA afin d'augmenter la capacité de défense. Il s'agit entre autres de la logistique de guerre et du ravitaillement, mais aussi de la protection contre le sabotage. Le développement à long terme peut par contre être lu dans les trois concepts, l'avenir de la défense aérienne, l'avenir des forces terrestres et la conception générale cyber. L'armée a une image très claire de ce que sera l'armée en 2030, a souligné le cdt. Süssli : premièrement, l'acquisition des avions de combat F-35 et du système de défense aérienne Patriot nécessiterait la mise en place d'une "Integrated Air Defence". Deuxièmement, l'armée sait qu'au sol, sur le territoire suisse, l'époque des grandes formations mécanisées est révolue. L'avenir est aux formations mobiles et modulaires, probablement de la taille d'un bataillon et basées sur des véhicules à roues. Mais le char de combat jouera toujours un rôle, a expliqué le chef de l'armée. Troisièmement, il s'agit de créer une plateforme unique afin de simplifier la logistique et de maintenir les coûts à un niveau bas.

Selon le chef de l'armée, un défi particulier réside dans le fait que 24 systèmes principaux devront être remplacés pour des raisons d'âge au cours des 18 prochaines années, ce qui coûtera au total entre 40 et 50 milliards de francs. L'augmentation du budget de l'armée à 1% du PIB permettrait à l'armée d'accélérer ce processus et de retrouver plus rapidement un système cohérent. Le cdt C Süssli a ajouté que l'armée réfléchissait à ne plus acquérir un système par un autre, mais à réorganiser à l'avenir un tiers de l'armée, et ce avec tout : de l'équipement à la logistique en passant par l'armement. Ainsi, on pourrait retrouver plus tôt la capacité de défense et la milice aurait un système dans lequel elle pourrait s'entraîner à la défense. Le cdt C Süssli a conclu en congédiant le public avec le message suivant : "L'Armée suisse a un objectif clair et la montée en puissance a déjà commencé maintenant !

Après les applaudissements nourris du public, l'animateur Fredy Müller, gérant du FORUM SÉCURITÉ SUISSE, a demandé au chef de l'armée si la montée en puissance de l'armée suisse ne rendait pas l'armée plus intéressante pour la jeune génération. Le cdt C Süssli a souligné que l'armée était déjà intéressante et attractive. En effet, il y a déjà plus de candidats que de places dans les troupes de combat. Le problème en ce qui concerne l'alimentation est que trop de militaires sont perdus après l'école de recrues. Le matériel moderne joue bien entendu un rôle pour rendre l'armée (encore) plus attrayante.

## **Premiers enseignements de la guerre en Ukraine**

Les trois exposés ont été suivis d'un débat de haut niveau animé par Fredy Müller, gérant du FORUM SÉCURITÉ SUISSE. Outre le général lib Jörg Vollmer et Claude-France Arnould, le conseiller aux Etats Werner Salzmann (UDC, BE), président de la Commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats (CPS-E), le professeur Holger Mey, vice-président Advanced Concepts, Airbus Defence and Space, ainsi que Hans-Peter Kellerhals, ancien divisionnaire et rédacteur en chef adjoint de la revue militaire ASMZ, ont pris part à la discussion du panel.

En guise d'introduction, Fredy Müller a demandé au professeur Mey s'il s'attendait à une réaction européenne unie face à l'attaque de la Russie contre l'Ukraine. Le professeur Mey a répondu qu'il n'était

pas extrêmement surpris par la guerre en Ukraine elle-même, car on savait au plus tard après 2014 comment Vladimir Poutine fonctionnait. Il trouve donc étonnant que l'on ait dit et que l'on continue de dire, notamment en politique, que l'on est déçu par Poutine et la Russie. On ne peut être "déçu" par la Russie que si l'on s'est d'abord laissé bernier. La question est en fait de savoir comment on peut se tromper sur la Russie : En septembre 2001, Poutine a également reçu une ovation debout au Bundestag allemand pour son discours, bien qu'il ait montré auparavant à Grozny comment il menait la guerre. Selon le professeur Mey, seule la réaction de l'Europe dans la guerre en Ukraine est surprenante. L'Europe s'est en effet rassemblée relativement rapidement, ne serait-ce que parce qu'il est vite apparu que la situation était critique et qu'elle ne pouvait être maîtrisée que par un commerce rapide et en collaboration avec les États-Unis. Dans ce contexte, la question de la suite des événements reste bien entendu ouverte.

Le professeur Mey a toutefois souligné : "Il est clair que la puissance militaire, en tant que facteur important dans les relations internationales, n'a jamais vraiment disparu et qu'elle est à nouveau présente, de manière encore plus forte, aux yeux de tous". Ce serait une grave erreur de sous-estimer à nouveau ce rôle à l'avenir. Il ne s'agit pas seulement de menaces, c'est-à-dire de capacités militaires multipliées par des intentions militaires, mais aussi de perception des risques, le risque étant déterminé par la probabilité d'occurrence multipliée par l'ampleur des dommages. Il s'agit donc aussi de considérer les scénarios les plus improbables, si leurs conséquences peuvent être dangereuses.

Interrogé sur son évaluation de l'intervention rapide de l'OTAN, Hans-Peter Kellerhals a estimé qu'il fallait avancer de quelques années la notion de "changement d'époque". Ce que l'on qualifie aujourd'hui de changement d'époque était bien plus un appel au réveil. Car les accords négociés par le passé entre la Russie, l'Ukraine, l'Allemagne et la France n'ont jamais été respectés. Par exemple, les 13 points pour la paix dans l'est de l'Ukraine, négociés dans le cadre du sommet de Minsk en 2015, n'ont jamais été mis en œuvre. De plus, la Russie n'a jamais été concrètement désignée comme l'agresseur, mais seulement comme la partie belligérante, ce qui a laissé une grande marge d'interprétation. On a donc su très tôt que certaines choses ne se passaient pas correctement. Dans la situation actuelle, il faut simplement être reconnaissant que l'Europe ait trouvé des moyens rapides de réagir à la guerre et que les États-Unis aient partagé publiquement leurs informations. Cela a permis à la population de comprendre que l'on ne se trouvait pas dans la situation de sécurité dans laquelle on pensait se trouver et qu'il fallait réfléchir à la suite des événements. C'est une question très intéressante pour la Suisse également, a souligné Hans-Peter Kellerhals. La Suisse a certes la chance d'être entourée d'amis et n'a donc pas les mêmes problèmes que les États baltes. Il n'en reste pas moins qu'en Suisse aussi, il faut aller de l'avant et revoir ses propres concepts de défense

Interrogé sur les enseignements immédiats que la Suisse a tirés de la guerre en Ukraine, le conseiller aux États Werner Salzmann a souligné que l'armée suisse a longtemps été soumise à des économies de bouts de chandelle en raison de la volonté politique. Chaque réforme a toujours été accompagnée de divers paquets d'économies, ce qui a eu pour conséquence qu'il n'a même plus été possible de mettre en œuvre Armée 21. Dans le dernier cadre financier, le budget a encore été réduit d'environ un milliard de francs. La leçon à tirer de la guerre en Ukraine est donc qu'il faut maintenant fixer les priorités différemment. Le Parlement a récemment décidé que le budget militaire devrait s'élever à 1% du PIB d'ici 2030. Le Conseil fédéral et les spécialistes des finances sont maintenant sollicités, a souligné le conseiller aux États Salzmann : "Il ne faut plus se lamenter sur le fait que le budget est lié à diverses autres tâches. Nous devons fixer les priorités autrement, c'est la mission principale qui incombe aux dirigeants de notre pays".

Fredy Müller a saisi la balle au bond et a évoqué avec le général lib Jörg Vollmer le fonds spécial de la Bundeswehr d'un montant de 100 milliards d'euros et la décision de l'Allemagne d'investir à l'avenir 2% du PIB par an dans ses propres forces armées. Le général lib Vollmer a tout d'abord repris le boniment selon lequel l'Allemagne est entourée d'amis. C'est certes vrai, mais il a souligné : "Ces amis sont en danger. Et ce sont plus que des amis, ce sont des alliés pour lesquels nous avons pris des engagements dans le cadre de l'OTAN, mais aussi de l'Union européenne. Il est donc également dans notre intérêt d'aider ces amis". La question se pose maintenant de savoir comment investir cet argent. L'Allemagne doit à nouveau mettre à disposition des forces armées prêtes à l'emploi. Il ne s'agit pas simplement de compter le nombre de chars, de bateaux, d'avions et d'autres équipements, mais de faire en sorte qu'ils puissent agir ensemble. Il ne s'agit donc pas de compter les différents composants, mais de faire en sorte que les formations soient déclinées de bas en haut et prêtes à l'emploi, ce qui n'est pas le cas actuellement. Les neuf états-majors de corps d'armée de l'OTAN n'ont actuellement plus de troupes associées. Mais si l'on veut mettre en place une défense, il faut effectuer une planification correspondante et étayer ces plans par des troupes et toute la logistique correspondante, a expliqué le général lib Vollmer. Tout cela doit être certifié et exercé.



©Daniel Saxer (iOf App, Defence & Security News)

Dans cette mesure, l'Allemagne a effectivement un grand rôle à jouer en raison de sa proximité avec les alliés de l'Est, a souligné le général lib Vollmer. La reconstitution des troupes ne doit cependant pas être une tâche isolée de l'Allemagne, mais de l'ensemble de l'alliance de défense. Il s'agit maintenant de reconstituer les forces et les capacités et de les traduire en planifications de manière que trois messages puissent être envoyés : d'une part à la Russie, qui doit voir l'état de préparation à la défense, d'autre part à la population du flanc est, qui se sent menacée, et enfin à la propre population du pays, qui finance ce départ avec l'argent des impôts. A la question de Fredy Müller de savoir si le fait que l'Allemagne devienne la plus grande puissance militaire conventionnelle d'Europe suscitait un certain scepticisme en France, Claude-France Arnould a souligné qu'il n'y avait pas de scepticisme ; ce n'est pas à nous de douter de la volonté durable de mise en œuvre des engagements allemands Si

l'Allemagne le fait, c'est une chance pour toute l'Europe. L'important pour les autres nations est que tout cela se fasse en coopération, renforce nos capacités industrielles et technologiques et notre liberté d'action.

### **"Faire une chose, mais ne pas laisser l'autre"**

Après cette discussion sur le passé récent, Fredy Müller a ramené le débat sur l'orientation de l'OTAN vers les 20 ans d'engagement en Afghanistan et a demandé au professeur Holger Mey comment il avait ressenti le fait que l'on ait à ce point négligé notre propre capacité de défense. Le professeur Mey a souligné que, de son point de vue, il était moins décisif de savoir si une menace concrète pouvait être identifiée que d'avoir une compréhension de base du rôle de la puissance militaire dans les relations internationales ; car le militaire est un instrument de la politique. Les accords et le soi-disant ordre international basé sur des règles ont le même problème que les promesses électorales : ils n'engagent pas celui qui les donne, mais celui qui y croit. Si l'on dispose de règles, il faut se poser la question de savoir comment gérer les violations de ces règles. Pour cela, il faut, entre autres facteurs, aussi la puissance militaire. C'est pourquoi il regrette vivement l'orientation de l'OTAN vers l'Afghanistan, selon le professeur Mey. Les mesures qui viennent d'être décidées ne pourront pas non plus en compenser les conséquences de sitôt. Le professeur Mey a donc souligné : "Ces dernières 30 années, nous n'avons pas dépensé des milliards mais des billions en moins pour notre propre capacité de défense et il sera difficile de rattraper le retard". D'autant plus que l'industrie a elle aussi réduit ses capacités, a-t-il ajouté. Dans ce contexte, il serait également important que l'Europe agisse en commun sur cette problématique.

Fredy Müller a ensuite orienté la discussion sur la Suisse et a demandé au conseiller aux Etats Werner Salzmann si cela pouvait être la mission d'une armée moderne d'être engagée pour la protection contre les catastrophes, les courses de ski ou la pandémie. Werner Salzmann a repris ce point en le remerciant : "Nous avons pour devise : aider, protéger, défendre. Mais nous devons nous orienter vers le pire des cas, et c'est le cas de la défense". Mais ce dernier a été longtemps négligé, l'armée a donc cherché de nouvelles tâches et même son sens a été remis en question. On ne pouvait même pas imaginer que des dirigeants imprévisibles puissent avoir l'intention d'attaquer d'autres Etats. Si l'on considère le potentiel militaire que des Etats comme la Russie, mais aussi la Chine et la Turquie ont développé et la manière dont l'Europe a dormi pendant cette période, cela est très préoccupant. Werner Salzmann a donc rappelé que la Suisse avait une armée de milice avec une mission de défense. Il est important que l'armée de milice soit ancrée dans le peuple. Pour cela, elle doit bien entendu assumer les tâches mentionnées. De son point de vue, l'essentiel, a déclaré Werner Salzmann, est de "faire l'un, mais pas l'autre et de se concentrer sur la mission de défense".

Dans une petite digression, l'animateur a ensuite évoqué la Russie, qui n'a pas atteint ses objectifs en Ukraine et qui est manifestement affaiblie. Malgré cela, le général lib Vollmer a souligné qu'il n'était pas question de se reposer sur ses lauriers. Après la guerre, il y aura certainement une Russie affaiblie. Les sanctions ont également été efficaces, même mieux que ce que l'on perçoit souvent dans les médias. Outre l'invasion initiale de l'Ukraine, Poutine a commis une autre erreur, a expliqué le général lib Vollmer : la mobilisation partielle. Il a ainsi porté la guerre dans les familles. Jusqu'alors, la guerre en Russie était considérée avec une certaine distance, mais le fait que les frères, les pères et les oncles soient désormais mobilisés a commencé à ouvrir les yeux de la population. La Russie connaîtra certes des difficultés économiques pendant une longue période après la fin de la guerre et aura du mal à reconstruire les capacités et les technologies détruites, car elle sera coupée du marché, mais elle se

réarmera malgré tout, selon le général lib Vollmer. La question de la fenêtre d'opportunité est toutefois décisive à ses yeux : "Nous devons utiliser cette fenêtre d'opportunité de notre côté et mettre en œuvre les décisions prises. Cela nécessite une volonté politique et doit être soutenu par la population, même après la fin de la guerre". Au fond, la Russie reste un danger en tant que système autocratique, a mis en garde le général lib Vollmer. Il ne faut donc en aucun cas se laisser tenter par un retour en arrière, car la Russie recommencera. La capacité de défense correspondante doit donc être établie en Europe.

Claude-France Arnould a également convenu que la Russie pouvait rester un danger à long terme, tant sur le plan conventionnel que nucléaire. Elle a toutefois mis en garde : "Il ne faut pas faire la même erreur qu'avec l'Afghanistan et se limiter à un seul danger. La menace venant de Russie doit certes rester prise en compte, mais pour les dix, vingt et trente prochaines années, nous avons encore beaucoup d'autres menaces, sans même parler menaces de l'attente d'alliés comme les Etats-Unis sur d'autres théâtres, plus lointains". La capacité de défense doit donc être augmentée dans tous les domaines et la planification lui servir de base, a-t-elle ajouté.

### **Quelles sont les compétences nécessaires pour les guerres de demain ?**

Le modérateur, Fredy Müller, a ensuite introduit le point de discussion suivant : les nouvelles dimensions des guerres et les exigences correspondantes en matière de capacité de défense. Le général à la retraite Jörg Vollmer a expliqué qu'avec tous les chars, les navires et les avions dont l'OTAN dispose en bien plus grand nombre que la Russie, on pourrait construire un énorme mur autour de l'Europe. Mais le problème est l'interopérabilité, c'est-à-dire la communication sécurisée entre les différents pays. Derrière le terme "Multi-Domain-Operations" ne se cache en fait rien d'autre que ce que l'on a toujours fait, à savoir assurer l'interaction des capacités sur terre, dans les airs et sur mer ainsi que, depuis peu, dans le cyberspace et l'espace ; et ce non seulement au niveau national, mais aussi et surtout au niveau multinational. L'établissement de cette interopérabilité est le plus grand défi, surtout au niveau international, a souligné le général lib Vollmer. Mais à cet égard, nous sommes nettement meilleurs que les Russes. On sait ce dont on a besoin, également du côté de l'acquisition : il faut que la science mette en œuvre les choses nécessaires et que l'industrie mette tout cela en œuvre rapidement. A cet égard, le général lib Vollmer a explicitement loué l'idée de la Suisse de renouveler toujours progressivement un tiers de l'effectif.

En réponse à une question du modérateur, Hans-Peter Kellerhals a confirmé qu'en ce qui concerne la Suisse, l'interopérabilité entre la défense sol-air et le nouvel avion de combat serait décisive. Il y a actuellement d'autres projets visant à développer l'interopérabilité. Concernant l'idée d'un renouvellement échelonné d'un tiers de l'effectif, Hans-Peter Kellerhals a fait remarquer que cette idée était née de la nécessité, car des étapes plus importantes ne seraient pas possibles rapidement. Néanmoins, elle est tout à fait sensée. Le rythme de renouvellement correspondrait ainsi à peu près à la durée normale de service d'un soldat, ce qui éviterait de devoir toujours suivre de nouvelles formations. Hans-Peter Kellerhals est ensuite revenu sur la question de l'orientation de l'armée. A cet égard, on ne s'est effectivement plus orienté sur la variante la plus dangereuse, mais sur la plus probable. En tant que commandant d'une brigade blindée, il s'est entendu dire à plusieurs reprises qu'elle n'était pas nécessaire. Et lorsqu'il a dû mettre sur pied des troupes pour une catastrophe nationale due à des inondations, il y avait aussi des soldats de chars avec des bottes en caoutchouc. L'armée peut également être engagée pour ces activités, mais l'accent a été trop mis sur ces domaines d'intervention et la mission principale des forces armées a été oubliée. Hans-Peter Kellerhals a toutefois déclaré qu'il

était confiant et que l'on était désormais sur la bonne voie. Il faut toutefois être conscient que la Suisse aussi, abrite des infrastructures importantes européennes, par exemple pour le réseau électrique et gazier. M. Kellerhals a donc exigé que la Suisse garde un œil sur la défense de ces infrastructures critiques.

A la question de savoir si le message de l'armée issu des rapports de base sur la défense aérienne, les troupes au sol et la conception globale Cyber avait été entendu par les politiques, le conseiller aux Etats Werner Salzmann a répondu en riant que c'était du moins le cas pour lui. Il faut toutefois tenir compte du fait que la variante choisie, par exemple dans le rapport sur les troupes au sol, est la variante abordable et non celle qui garantit la meilleure capacité à durer. Il en a été de même pour les avions de combat, a critiqué le conseiller aux Etats Salzmann : en fait, 72 avions de combat auraient été considérés comme la meilleure variante, mais on s'est toujours basé uniquement sur l'argent et l'armée l'a simplement accepté. La question devrait plutôt toujours être de savoir comment garantir la mission constitutionnelle de l'armée. Werner Salzmann a donc exigé que l'armée dise clairement ce dont elle a besoin pour mettre en œuvre cette mission. La politique doit ensuite assumer la responsabilité et procéder à des coupes dans d'autres domaines. Or, cela s'est souvent passé autrement. C'est pourquoi il est maintenant reconnaissant, a-t-il souligné, que l'on passe au processus d'acquisition d'armement basé sur les capacités avec le renouvellement par tiers. Le Parlement et les commissions de politique de sécurité sont donc appelés à parler des capacités que l'armée doit avoir et non de l'équipement. Lors des décisions, il faut commencer à prendre en compte les variantes qui garantissent une capacité d'endurance maximale, et pas seulement les plus avantageuses.

Interrogée sur l'équipement de l'armée française, Claude-France Arnould a répondu que la situation présente montrait la nécessité de renforcer encore les moyens. On parle beaucoup de stocks d'armes et de munitions. Là encore on doit chercher à la fois une suffisance et une sécurité d'approvisionnement, mais on peut aussi améliorer la disponibilité des moyens grâce à la coopération non seulement sur la fabrication, mais aussi la certification et les tests de nouvelles munitions, afin de gagner en coût mais aussi en rapidité de disponibilité et en interopérabilité. En conséquence, elle a résumé que la France était peut-être plus avancée dans certains domaines, mais que cela ne suffisait pas. On a conscience qu'il faut passer à une « économie de guerre ». En France, la dissuasion joue un rôle essentiel. Pour les capacités conventionnelles, nous avons beaucoup investi dans les capacités opérationnelles pour les missions à l'étranger, fortement mobilisées dans les dernières décennies. Mais il faut maintenant planifier pour tous les scénarios, donc une guerre avec des exigences plus élevées.

## **Le réarmement, un défi pour l'industrie européenne de l'armement**

Le modérateur, Fredy Müller, a profité de l'intervention de Claude-France Arnould pour évoquer les défis auxquels est confrontée l'industrie de l'armement. Il a soulevé la question de savoir si le réarmement prévu était réalisable pour l'industrie européenne de l'armement, si l'on considère par exemple que le délai de fabrication d'un obusier César français est de 12 à 18 mois. Le général lib Jörg Vollmer a partagé l'avis du présentateur : dans la fabrication de munitions aussi, on parle de délais très longs. Mais il faut aussi des commandes contresignées pour que l'économie commence à reconstruire l'industrie de l'armement. Sans commandes garanties, personne ne commencera à commander de l'acier et à embaucher du personnel. Il a souligné qu'il pouvait sembler que les commandes étaient là. Mais le problème, c'est que ces commandes de base doivent être traduites en commandes concrètes aux entreprises dans le cadre du processus politique. Ce qui aiderait également, a expliqué le général à lib Vollmer, serait une standardisation en Europe. Rien qu'en Europe, il existe trente à quarante versions

différentes de chars de grenadiers. Mais il faut se mettre d'accord sur une version précise et la mettre en œuvre, a-t-il exigé. Bien sûr, les intérêts nationaux peuvent être pris en compte lors du développement de projets, mais à un moment donné, il faut un gel de la conception et ensuite, ce sur quoi on s'est mis d'accord doit être mis en œuvre.

Le professeur Holger Mey a confirmé le vote du général lib Jörg Vollmer : "Il existe trois bonnes possibilités d'exercer une influence politique sur l'industrie : premièrement, passer des commandes, deuxièmement, passer des commandes, troisièmement". Malheureusement, cela n'a pas été le cas pendant longtemps et l'industrie s'est adaptée en conséquence. Un nouveau changement de cap ne peut évidemment pas se faire aussi rapidement, d'autant plus que l'industrie doit également faire face à une forte concurrence américaine. Le professeur Mey a expliqué que le côté américain dépensait trois à quatre fois plus en recherche et développement que l'ensemble de l'Europe de l'OTAN. Les forces armées américaines lui achèteraient alors les produits en très grand nombre et, dans une version allégée, les produits seraient poussés à l'exportation, parfois en combinaison avec des garanties de sécurité. « L'industrie européenne ne peut pas lutter contre cela - sauf si on le veut ! : il faut de la volonté politique ! » L'exemple d'Airbus sur le marché de l'aviation civile montre que c'est possible : dans les années 1960, personne ne pensait qu'Airbus pourrait un jour concurrencer Boeing sur le marché de l'aviation civile et aujourd'hui, on est sur un pied d'égalité.

Hans-Peter Kellerhals a souligné qu'il fallait aussi veiller à ce que le potentiel de recherche et de développement reste disponible en Suisse, sinon nous serons toujours à la traîne. Actuellement, il faut veiller à ce que RUAG reste suffisamment forte pour pouvoir assurer l'entretien des systèmes de l'armée suisse. C'est pourquoi il est si important d'investir et de s'assurer que l'industrie puisse survivre. Parallèlement, il faut aussi s'assurer que la Suisse dispose toujours de stocks suffisants. On est certes dans la situation privilégiée de pouvoir se procurer sur le marché européen et mondial de grands systèmes qui sont largement introduits, mais on ne peut plus développer de tels systèmes soi-même. Mais au sol, il y a encore des choses pour lesquelles les capacités de fabrication doivent être disponibles en Suisse.

Fredy Müller a ensuite abordé à nouveau le thème de la coopération européenne en matière d'armement et a confronté le général à la retraite Jörg Vollmer à la constatation que des désaccords politiques retardaient des projets d'armement européens ambitieux comme le nouvel avion de combat FCAS, le char de combat MGCS ou le European Sky Shield. Le général lib Jörg Vollmer a fait remarquer qu'il ne fallait jamais perdre de vue que derrière de tels projets se cachaient toujours des intérêts nationaux, aussi bien en ce qui concerne la mise en œuvre et la fabrication que les droits sur les projets. Cela conduit à des discussions entre les nations impliquées et à des questions difficiles comme la répartition des emplois. L'exportation peut également être un obstacle, car tous les pays ont des règles différentes, a expliqué le général lib Vollmer. Il se peut donc que certains composants soient soumis à des règles d'exportation différentes.



©Daniel Saxer (iOf App, Defence & Security News)

Interrogé par le présentateur, Claude-France Arnould s'est néanmoins montré convaincu qu'il était possible de résoudre ces problèmes. Bien sûr, de tels projets sont entravés par des intérêts nationaux, mais il faut trouver des moyens politiques pour surmonter ces divergences. C'est pourquoi, par exemple, l'Agence européenne de défense a été créée en tant qu'agence intergouvernementale, au sein de l'Union européenne, sous l'autorité des ministres de la défense, pour réaliser de tels projets, à toutes les étapes : définition des besoins et des spécifications, conduite du programme, coopération sur les aspects connexes : certification, formation, maintenance etc. Il suffit de 2 Etats pour mener un programme. La coopération est toujours difficile, a fait remarquer Claude-France Arnould, mais il faut des incitations concrètes, notamment financières, ce à quoi travaille actuellement Bruxelles

### **Coopération de l'armée suisse avec l'OTAN**

Enfin, Fredy Müller est revenu sur la capacité d'engagement de l'armée suisse. Le manque d'expérience opérationnelle de l'armée suisse, qui n'est pas impliquée dans des exercices de l'OTAN, est un thème qui a été abordé. A la question de savoir si la Suisse pourrait participer à des exercices de l'OTAN comme l'Autriche, le conseiller aux Etats Werner Salzmann a toutefois fait remarquer qu'il ne voulait pas comparer la Suisse à l'Autriche, ni politiquement ni militairement. Selon lui, il est clair que la Suisse défend son territoire et n'autorise donc pas d'attaques de flanc contre les pays de l'OTAN. La neutralité dont jouit la Suisse depuis plus de 200 ans ne repose toutefois pas uniquement sur le droit de la neutralité, mais aussi sur la crédibilité de la politique menée. Il a demandé de manière rhétorique ce que penseraient les pays non-membres de l'OTAN si la Suisse envoyait des troupes à un exercice de l'OTAN. Le conseiller aux Etats Salzmann a souligné qu'il n'avait aucun problème avec les actions suisses dans le cadre du "Partnership for Peace" de l'OTAN, mais qu'il fallait bien réfléchir à toutes les étapes ultérieures, car "il suffit de détruire la neutralité une fois pour qu'elle disparaisse". Il a fait remarquer que, selon lui, ce n'était pas le bon moment pour aborder la question de la neutralité pendant la guerre en

Ukraine. Il faut d'abord prendre du recul, puis on pourra faire une bonne évaluation de la situation et en parler. Mais avant cela, la Suisse doit faire ses devoirs et établir la capacité de défense de l'armée. Ensuite, on pourrait discuter de la question de savoir si l'on serait capable, avec ses propres moyens, de participer à des exercices communs.

Hans-Peter Kellerhals a convenu qu'il était important d'adopter une approche pragmatique dans ce contexte. Il a déclaré qu'il s'était rendu à plusieurs reprises en Allemagne et en Autriche pour participer à des exercices bilatéraux et à des projets de formation qui contribuent à l'interopérabilité technique et à la compréhension mutuelle. Même si la participation aux exercices de l'OTAN n'est actuellement pas à l'ordre du jour pour la Suisse, il faudrait tout de même s'exercer à l'étranger avec certains partenaires pour le bien de nos troupes. En Suisse, par exemple, on ne dispose pas de terrains d'exercice suffisamment grands pour s'entraîner correctement des tâches dans le domaine de la défense.

L'animateur a ensuite renversé la vapeur en demandant au général lib Vollmer et au professeur Mey ce qu'ils attendaient de la Suisse en matière de politique de sécurité. Le professeur Mey a repris la phrase selon laquelle la Suisse est entourée d'amis. Nous coopérons déjà avec ces amis dans de nombreux autres domaines, nous devrions donc rechercher la coopération dans son ensemble. Il s'est dit convaincu que plus la Suisse s'impliquerait, plus elle en profiterait, même si cette implication ne s'appliquait pas à tous les domaines : personne n'attend des grandes associations mécaniques de la Suisse, mais en général, il serait bon pour la Suisse d'être présente. Le général lib Vollmer a fait remarquer qu'un échange pragmatique de connaissances avait déjà lieu, par exemple dans la formation et l'échange d'officiers ainsi que dans les états-majors de l'OTAN. Il y a cependant des questions ouvertes, par exemple en ce qui concerne le transit. La Suisse ne peut pas non plus être mise à l'écart dans le domaine de la défense intégrée, pas plus que dans celui de la cyberdéfense.

### **Mot-clé "résilience"**

Pour clore la discussion, Fredy Müller a interpellé les participants sur la question de la résilience : "Comment expliquer à la population que des temps nouveaux s'ouvrent maintenant ?", a-t-il demandé. Hans-Peter Kellerhals a fait remarquer qu'à son avis, la Suisse n'y parvenait pas si mal, car jusqu'à présent, l'État n'était pas non plus prêt à indemniser le citoyen pour chaque perte de prospérité. Il faut faire comprendre au citoyen que les pertes de prospérité font partie de la vie. Il a admis que c'était une tâche difficile, mais qu'elle incomberait probablement à la politique et aux médias. Le conseiller aux États Werner Salzmann a demandé que l'on se concentre sur les choses vraiment importantes : la politique de sécurité, l'indépendance énergétique, la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en médicaments et la constitution de réserves obligatoires de carburants, de semences, etc. Le maintien de cette indépendance pendant un certain temps coûte très cher. Il a donc demandé que l'on apprenne aux citoyens qu'il faut investir maintenant si l'on ne veut pas s'enfoncer dans une crise qui les touchera vraiment.

Le professeur Holger Mey a fait remarquer qu'il n'y avait pas de recette miracle en matière de résilience, mais que celle-ci était vraiment décisive. Il a souligné qu'il était important d'agir politiquement sur la base de la compréhension et de la connaissance et de ne pas toujours réagir en fonction des événements, comme cela a été le cas par exemple pour Corona. Le général lib Jörg Vollmer s'est montré optimiste quant à la résilience de la population, mais a souligné qu'il fallait effectivement la reconstruire. Il faut veiller à reconstruire cette capacité de résistance en tant que pays et à réduire les dépendances vis-à-vis de l'étranger. Si l'on parle ouvertement des choses dans ce contexte et qu'on les explique, les gens suivront en conséquence, a-t-il souligné.

Claude-France Arnould a conclu en faisant remarquer que la jeune génération était confrontée à la menace de nombreuses catastrophes. Il faut s'armer physiquement et moralement mais aussi acquérir l'autonomie dont nous avons parlé, ce qui coûtera cher et ne sera pas facile à obtenir. Tout le système doit donc s'adapter. Elle a toutefois souligné que la jeune génération avait la résilience nécessaire pour cela : "Elle est prête à se battre pour un monde meilleur et est consciente des défis auxquels le monde est confronté et a la volonté de les relever. Il est donc nécessaire de discuter avec la jeune génération, car elle est le futur soldat et le moteur de l'économie et de sa transition". C'est par ce mot de conclusion que Fredy Müller a clos la discussion et invité le public à l'apéro riche qui a suivi.



©Daniel Saxer (iOf App, Defence & Security News)